

FRANCE

Macron Président, beaucoup reste à faire et à construire

Emmanuel Macron élu à 66,5%, battant au second tour son adversaire de l'extrême droite, Marine Le Pen qui perd avec 33,94%. C'est là une très nette victoire du candidat Macron qui devient le 8^e et plus jeune président de la 5^e République française. Une victoire qui ne fait pas oublier que le Front national battu engrange aujourd'hui plus de 10 millions d'électeurs, ce qui est loin d'être négligeable. Macron devra faire face à cette nouvelle donne, comme il devra, aussi devant un pays fracturé à droite comme à gauche, tenter de trouver une nouvelle majorité pour pouvoir gouverner. Avec qui le fera-t-il ? Sur son programme ou sur un compromis ? Comment s'y prendra-t-il et pour ce qui est de notre pays, quelles relations entretiendra avec l'Algérie le nouveau locataire de l'Elysée que le ministre algérien des Affaires étrangères a (trop vite ?) qualifié d'ami de l'Algérie.

En ce lundi de lendemain des élections présidentielles françaises, le nouveau chef de l'Etat élu et qui prendra ses fonctions dimanche 14 mai, le fera dans une France très fracturée. Droite et gauche sont rejetées, tout au moins sous la forme traditionnelle dans laquelle ils ont gouverné par alternance, par des électeurs qui ont perdu confiance en leurs responsables politiques. Est-ce à dire que l'offre politique proposée par Emmanuel Macron a eu leur adhésion ? Pour l'heure, il semble qu'au-delà du rejet certain que les électeurs de Macron font de l'offre de l'extrême droite, la majorité de ceux qui ont apporté leurs soutiens à Macron, l'ont aussi fait parce qu'ils veulent voir «autre chose», un jeune Président de 39 ans, majoritairement soutenu par des jeunes qui ne veulent plus des caciques, des hiérarques de l'Hexagone. Ceux qui lui ont apporté leurs voix sont ceux aussi qui ont refusé de voir leur pays sortir de l'euro et prendre le chemin de l'isolement. Ceux qui lui ont apporté leur suffrage, et ils sont nombreux, sont ceux qui refusaient de voir leur pays gou-

verné par la haine de l'autre, de tous les étrangers et voir installé le repli sur soi.

Ceux qui ont voté pour Macron se comptent toutefois aussi dans les rangs d'une droite déboussolée mais qui compte bien se reconstruire et commencer à recoller les morceaux. Mais il y a aussi tous les autres, militants ou partisans de Jean-Luc Mélenchon de la «France insoumise», qui a engrangé plus de 7 millions de voix au premier tour, qui se sont abstenus, qui ont ou pas rallié Macron pour juste battre Marine Le Pen, mais qui s'opposent frontalement au nouveau Président et dont ils rejettent globalement et dans le détail le programme ultra-libéral de Macron, qualifié immédiatement par Mélenchon de «monarque».

Le nouveau Président devra aussi prendre en compte les 16 millions de Français qui ont voté blanc ou nul. C'est face à cette composition politique éclatée, diverse et variée que Macron va devoir composer, son élection n'étant pas un blanc seing et tous les problèmes qui sont apparus tout au long de cette campagne

pour le moins très pénible sont encore là. Comment va-t-il s'y prendre ? Il ne le dit pas mais il sera très tôt contraint de se prononcer. En attendant, son premier discours au soir de la victoire est on ne peut plus rassembleur. «Je sais les divisions de notre nation qui ont conduit certains à des votes extrêmes et je les respecte», a-t-il déclaré tout en poursuivant sur ce que représente pour lui sa nouvelle responsabilité qui est d'entendre la colère, l'anxiété et les doutes de beaucoup «tout en protégeant les plus fragiles, en organisant mieux les solidarités, en luttant contre toutes les formes d'inégalités ou de discrimination». C'est dit, et dès sa victoire, deux types de manifestations ont occupé les villes françaises. Celles qui ont fait sortir beaucoup de Français militants de Mélenchon qui sont sortis «dire non au libéralisme de Macron» et celles du quartier de Barbès à Paris qui ont vu les Maghrébins exploser de joie que l'antiraciste soit enfin élu. Quant à ses relations avec l'Algérie, s'il est plus prudent d'attendre de voir, il n'est pas inutile de rappeler que le désormais Président français s'est déplacé en février dernier à Alger et cette visite a fait, pour le moins, beaucoup de bruit. C'est en effet le 15 février à Alger que le candidat Macron, dans une interview qu'il donnait à *Eh Chourrouk*, avait qualifié la colonisation de «crime contre l'humanité» et de «vraie barbarie». Textuellement, le propos était clair : «La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à



Emmanuel Macron.

Photo : DR.

l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes.» Cette déclaration claire et sans aucune équivoque lui a valu tous les noms d'oiseaux de la part des politiques français de droite mais pas seulement. Même Mélenchon, pourtant fervent défenseur des peuples colonisés, s'est fendu d'un énigmatique : «Un Français doit peser ses mots quand il parle de l'Algérie.» Cela n'a pas empêché Macron de persister et signer ses premiers propos même si son entourage et notamment la Franco-Algérienne Bariza Khiari, ancienne sénatrice, a tenté de rectifier en affirmant sur l'antenne de Beur FM «qu'il aurait dû dire «crime contre l'humain». Sur le problème du Sahara occidental, nous n'avons pas encore entendu Macron se prononcer. Il n'est pas inutile toutefois de rappeler que le Maroc a été sa première visite au

Maghreb qu'il a d'ailleurs effectuée en janvier 2017, accompagné justement de Bariza Khiari, membre du groupe France-Maroc et membre également du groupe France-Algérie.

Sur la colonisation encore en œuvre du Sahara occidental, on ne l'a pas encore entendu. Quant au reste, Emmanuel Macron, non encore Président, souhaitait «un partenariat d'exception avec l'Algérie». Tout reste à préciser sur le contenu réel de ce partenariat. Ainsi et pour l'heure, il est difficile de s'accorder avec les propos du MAE algérien pour dire que «Macron est un ami de l'Algérie». Même si pour le pays comme surtout pour notre émigration, il est clair que de voir échouer la candidate des charters est une victoire et un espoir. Quant à notre relation avec l'Hexagone, tout reste à faire.

Khedidja Baba Ahmed

Indifférence de la classe politique algérienne

Emmanuel Macron vient d'être élu Président de la France. Une élection que les Algériens ont suivie avec beaucoup d'attention. Celui qui a choisi d'effectuer une visite en Algérie durant sa campagne électorale réussira-t-il à instaurer de nouvelles relations entre la France et l'Algérie ? Quelles sont les attentes de la classe politique algérienne de cette élection ? Contrairement aux citoyens lambda, les partis politiques interrogés accueillent ces élections avec indifférence et se disent «non concernés».

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Les élections présidentielles françaises n'ont pas suscité l'engouement de notre classe politique. Abderezzak Mokri, président du MSP, se dit «non concerné». Qu'importe, a-t-il indiqué, le Président qui a été élu. Le FFS semble suivre la même tendance d'indifférence vis-à-vis de ces élections. Le parti ne veut faire aucun com-

mentaire. De son côté, Abdelmadjid Menasra, président du Front du changement, semble sceptique de voir un éventuel changement ou une amélioration dans les relations entre les deux pays. «Je souhaite que les relations entre les deux pays puissent rester stables, sans qu'il y ait de menaces ou d'intimidation, mais je ne pense pas qu'il va y avoir une quelconque amélioration dans nos relations avec l'élection de Macron comme nouveau Président», a-t-il déclaré. Ramdan Taâzibt, membre du bureau politique du PT, dit qu'il souhaite que «l'Algérie puisse avoir des relations d'égal à égal avec la France». Cependant, selon lui, le nouveau Président français qui «veut appliquer des mesures antisociales et anti-ouvrières dans son pays ne va pas faire de cadeau pour l'Algérie».

Taâzibt dit «ne rien attendre de positif d'un Président qui est soutenu par les banques». Pour Seddik Chihab, porte-parole du RND, «les relations entre les deux pays ont toujours connu un niveau de coopération assez élevé, il y a eu des hauts et des bas, mais nous espérons que

ce nouveau Président, qui a déjà montré sa disposition à œuvrer pour l'ouverture d'une nouvelle page, apportera de la sérénité pour construire une nouvelle relation basée sur le respect mutuel et décomplexée par les apesanteurs du passé».

Lors de sa visite en Algérie, Emanuel Macron a déclaré que les perspectives d'un nouvel âge franco-algérien ne manquent pas. «J'y serai particulièrement attentif et engagé», a-t-il affirmé et d'ajouter que «le moment est venu d'engager, aujourd'hui, notre histoire dans un nouveau pacte collectif. Mais je suis persuadé que ce partenariat ne peut fonctionner qu'à une condition : celle de reposer sur des solutions partagées, sur des coopérations de terrain, autour de projets concrets».

Dans son discours, Macron a déclaré souhaiter que les deux pays amplifient, entre autres, leur coopération dans le secteur de l'éducation. «Nous n'avons qu'un seul lycée français en Algérie. Ce n'est pas suffisant pour répondre à l'immense défi de l'éducation et de la formation. L'Algérie et la France peuvent travailler ensemble pour la francophonie en Afrique, car

l'Algérie est un acteur majeur de la francophonie», a-t-il soutenu. Il a également émis le vœu que les deux pays renforcent des instituts de formation franco-algériens. Selon lui, «plusieurs universités existent déjà dans différents domaines : le commerce, le droit, les langues, les études d'ingénieur. D'autres secteurs devraient être encouragés, comme la médecine ou le journalisme. Les étudiants algériens pourront être invités à poursuivre des études en France, en particulier au niveau des masters et des doctorats. L'objectif conjoint est de renforcer le savoir et les capacités entre nos deux pays. Pour cela, je proposerai au gouvernement algérien la création d'un Office franco-algérien de la jeunesse, à l'instar de ce qui existe entre l'Allemagne et la France, pour favoriser la mobilité entre les deux rives de la Méditerranée».

L'autre secteur prioritaire, aux yeux du nouveau Président français, c'est l'économie notamment dans le domaine de l'industrie, l'innovation et l'entrepreneuriat ainsi que le développement durable.

S. A.